JUSTEL - Législation consolidée				
Fin	Premier mot	Dernier mot	Modification(s)	Préambule
		Table des matières	6 arrêtés d'exécution	4 versions archivées
	Fin			Version néerlandaise
belgiquelex . be - Banque Carrefour de la législation				
Conseil d'Etat				

Titre	
<p>8 AOUT 1994. - Arrêté royal relatif aux Cartes européennes d'armes à feu. (NOTE : Consultation des versions antérieures à partir du 01-01-1990 et mise à jour au 09-01-2007).</p> <p>Source : JUSTICE Publication : 20-08-1994 numéro : 1994009679 page : 21016 Dossier numéro : 1994-08-08/30 Entrée en vigueur : 30-08-1994</p>	

Table des matières		Texte	Début
<p>Art. 1-10 Annexes. Art. N</p>			

Texte	Table des matières	Début
<p>Article 1. Il est créé une carte européenne d'armes à feu, ci-après dénommée "la carte", dont le modèle figure en annexe du présent arrêté. Elle est destinée aux personnes qui se déplacent dans un Etat membre de l'Union européenne avec des armes à feu et les munitions correspondantes.</p> <p>La carte est personnelle et doit être remise à tout fonctionnaire de police pendant le temps nécessaire à son contrôle.</p> <p>Art. 2. <AR 2002-06-17/33, art. 2, 003; En vigueur : 01-07-2002> La carte doit être demandée au gouverneur compétent pour la résidence de l'intéressé au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe du présent arrêté, à compléter dûment sous peine d'irrecevabilité et accompagné des documents suivants :</p> <p>1° si le demandeur est titulaire d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif, une copie de ces documents;</p> <p>2° si le demandeur souhaite la mention d'armes (à feu soumises à autorisation) sur la carte, une copie de son autorisation de détention de ces armes ou des documents qui y sont assimilés; <AR 2006-12-29/30, art. 7, 005; En vigueur : 09-01-2007></p> <p>3° (...) <AR 2006-12-29/30, art. 7, 005; En vigueur : 09-01-2007></p> <p>Art. 3. <AR 2002-06-17/33, art. 3, 003; En vigueur : 01-07-2002> Après vérification de</p>		

l'exactitude des données, le gouverneur ou son délégué délivre la carte, au plus tard deux mois après l'introduction de la demande.

Les données relatives à l'identification du titulaire de la carte et les caractéristiques des armes mentionnées sur la carte sont introduites au Registre central des armes par les services du gouverneur.

Art. 4. Il est précisé sur la carte si un voyage dans un ou plusieurs Etats de l'Union européenne avec les armes mentionnées sur la carte est interdit ou nécessite une autorisation préalable de la part des autorités nationales de l'Etat visité.

Art. 5. La durée de validité de la carte est de cinq ans au maximum, renouvelable une fois. Si la carte ne concerne que des armes à feu longues à un coup par canon lisse, la durée de validité est de dix ans au maximum.

Art. 6. A l'initiative du titulaire ou (à la demande de la police locale, la carte doit être transmise au gouverneur compétent pour sa résidence), si des mentions doivent y être ajoutées ou supprimées, concernant des armes dont le titulaire n'est plus détenteur ou de nouvelles armes dont le titulaire devient propriétaire. <AR 2002-06-17/33, art. 4, 003; En vigueur : 01-07-2002>

La demande doit être introduite au moyen du formulaire dont le modèle figure en annexe du présent arrêté.

Art. 7. <AR 2006-12-21/41, art. 81, 004; En vigueur : 01-01-2007> Lors de la demande d'une carte, sauf si la demande est relative à un duplicata d'une carte perdue, volée ou détruite, une redevance de 12,5 euros est due.

Lors de la demande pour obtenir un duplicata d'une carte perdue, volée ou détruite ou lors de la demande pour modification ou complément de la carte, une redevance de 5 euros est due.

Ces redevances sont encaissées en espèces, par virement ou moyens de paiement électroniques, selon les modalités déterminées par le ministre compétent ou l'autorité compétente.

Vol, perte ou destruction de la carte doit être communiqué au gouverneur qui l'a délivré.

Art. 8. Toute personne, détentrice d'une carte européenne délivrée par un Etat membre de l'Union européenne qui souhaite séjourner temporairement en Belgique avec des armes à feu qui, selon la législation belge, sont soumises à autorisation de détention doit préalablement transmettre la carte délivrée par son autorité nationale au Ministre de la Justice, Administration de la Sûreté de l'Etat, en précisant la durée et les motifs de son séjour. Une fois munie du sceau du Ministère de la Justice, la carte vaut autorisation de détention temporaire de ces armes en Belgique. Cette autorisation peut être accordée pour un ou plusieurs séjours et ce, pour une période maximale d'un an, renouvelable.

Toute personne, détentrice d'une carte européenne délivrée par un Etat membre de l'Union européenne, qui souhaite séjourner temporairement en Belgique avec des armes à feu qui, selon la législation belge, ne sont pas soumises à autorisation de détention doit seulement être porteur d'une carte en cours de validité et mentionnant ces armes à feu.

Les personnes visées aux alinéas précédents doivent être en mesure de justifier la raison de la présence temporaire de ces armes sur le territoire belge.

Art. 9. Les personnes visées à l'article précédent peuvent emporter sur le territoire belge les munitions correspondant à leurs besoins. Sauf motif légitime, leur nombre ne peut dépasser (150 pièces). <AR 2006-12-29/30, art. 7, 005; En vigueur : 09-01-2007>

Art. 10. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre de l'Intérieur et de la

DEMANDE D'OBTENTION D'UNE CARTE EUROPEENNE D'ARMES À FEU

N° de la carte européenne délivrée : 20/05/ /

Cadre réservé à l'Administration :
2007/CE

Comment remplir la demande de carte européenne pour un traitement efficace et rapide ?

INSTRUCTIONS A SUIVRE OBLIGATOIREMENT

1. Utiliser des majuscules uniquement. Il n'est pas donné suite aux demandes incomplètes ou illisibles.
- 2a. Type et nature de l'arme : indiquer s'il s'agit d'un fusil, d'une carabine, d'un pistolet ou d'un revolver ; si le (les) canon(s) sont lisse(s) (L) ou rayé(s) (R); ainsi que le mécanisme : « I C » pour 1 coup par canon, « R » pour répétition ou « SA » pour semi-automatique.
- 2b. dénomination précise de l'arme.
3. Catégorie: indiquer « CS » pour arme de chasse ou sport, « D » pour arme de défense et « G » pour arme de guerre. Lorsque la demande concerne une ou plusieurs armes à feu de défense ou de guerre, la ou les copies des autorisations de détention doivent être jointes à la demande. Pour les armes de chasse, une copie du Modèle 9 adapté. Joindre également la copie du permis de chasse ou de la licence de tireur sportif.
4. Capacité : pour une arme à répétition ou semi-automatique, indiquer la capacité maximale du chargeur, du magasin ou du barillet.
5. Longueur : indiquer la longueur totale de l'arme et du canon obligatoirement en cm. Aucune autre mesure n'est admise (pouces,...)
6. N° d'ordre : il s'agit du numéro d'ordre de l'arme figurant déjà sur la carte.
7. Envoyer la demande au gouverneur compétent pour votre résidence.

A DEFAUT DE RESPECT DE CES INSTRUCTIONS, VOTRE DEMANDE SERA CONSIDEREE IRRECEVABLE

1. IDENTITE DU DEMANDEUR :

Nom		Prénom	
Lieu de naissance		Date de naissance	
Domicile, rue/av.		Commune	
		Code postal	
N° et Boîte postal		N° Tel.	
N° carte d'identité		N° Fax	
		N° Registre National	

Date :/...../20.....
Le 2^{ème} feuillet ci-joint y compris,
« Déclaré sincère et véritable »

Signature

Verso: La description de ou des arme(s) à feu faisant l'objet de la demande d'obtention de la Carte Européenne et susceptible(s) d'être emportée(s) dans un autre pays européen par le demandeur.